

Gagner la bataille climatique et relancer l'Europe

■ Le Français Pierre Larrourou et une série de personnalités ont élaboré un projet de traité européen pour le climat et la biodiversité.

Rencontre Gilles Toussaint

Isoler massivement les habitations, développer les transports en commun, accélérer le déploiement des énergies renouvelables... "C'est bien joli, mais comment va-t-on financer tout cela?" La question fuse inlassablement lorsque l'on évoque les actions à mettre en œuvre en urgence pour adapter nos sociétés aux dérèglements climatiques et éviter que la situation ne s'aggrave davantage.

Les solutions existent, rétorque sans l'ombre d'une hésitation Pierre Larrourou, "il suffit de mettre la création monétaire au service du climat". Diplômé en agronomie et en science politique, un temps affilié au Parti socialiste français puis aux écologistes, infatigable machine à idées, ce proche de feu Michel Rocard était à Bruxelles ce mardi où il a livré un plaidoyer sur son projet de "Pacte finance-climat" européen devant un petit groupe de fonctionnaires fédéraux belges visiblement enthousiastes au terme de cette présentation.

"L'argent existe", insiste-t-il, rappelant que la Banque centrale européenne (BCE) a sorti 1 000 milliards d'euros pour éviter l'effondrement du système financier lors de la crise de 2008 et qu'elle a en outre injecté 2 600 milliards supplémentaires en faisant tourner la planche à billets depuis mai 2015 pour stimuler la croissance européenne. Une somme colossale dont "près de 90% auront finalement servi à nourrir la spéculation financière". De l'argent qui pourrait être investi pour "gagner la bataille du climat", martèle-t-il, soulignant que la Cour des comptes européenne – "pas des rigolos, donc" – a elle-même estimé que dès 2021, il faudrait que l'UE consacre chaque année 1 115 milliards d'euros pour relever ce défi.

Mardi soir, Pierre Larrourou et les membres de l'association "Agir pour le climat" ont dévoilé à Paris une proposition de traité européen qui permettrait de passer aux actes.

1 Créer une banque européenne du climat et de la biodiversité

"L'Europe peut renaitre avec un traité climat et emploi."

Pierre Larrourou

Outre le climat, ce projet de traité pourrait répondre au déficit d'emplois de qualité et à la perte de sens du projet européen.

Pour y arriver, les promoteurs de ce traité veulent "utiliser autrement la création monétaire". "Il ne s'agit pas de faire plus de création monétaire. En ce moment, la BCE voit entre 30 et 80 milliards d'euros rentrer chaque mois et se demande ce qu'elle doit en faire. Est-ce qu'on les reprête aux banques ou est-ce qu'on les utilise à autre chose?" explique Pierre Larrourou qui, justement, propose d'en faire autre chose.

Le texte suggère de créer une filiale de la Banque européenne d'investissement à cette fin. Dotée d'une autonomie financière, celle-ci n'aurait qu'un seul objectif: financer, en fonction de certains critères, les projets qui contribuent à "une transition vers une économie à forte efficacité énergétique et faible en carbone protégeant la biodiversité".

Elle aurait l'obligation de fournir à chaque État membre une enveloppe équivalente à 2% de son PIB chaque année pendant 30 ans (environ 8 milliards pour la Belgique). "Cela changerait pas mal de choses car les secteurs du logement, du transport, etc., sauraient qu'il y a des financements pérennes. Et si on a des financements, on peut faire des lois qui imposent que, dans vingt ans, tous les bâtiments soient isolés." Avec en bonus des centaines de milliers d'emplois à la clef.

Le capital de cette banque du climat et de la biodiversité serait détenu à 60% par la BEI, à 10% par l'UE et à 30% par les États membres qui souhaitent s'engager dans ce projet.

2 Un fonds européen pour le climat et la biodiversité

Le deuxième pilier proposé consiste à dégager un budget européen de 100 milliards d'euros chaque année. À côté des prêts à taux zéro qui pourraient être accordés par la banque du climat, ce fonds permettrait de compléter les financements nécessaires sous la forme de subventions.

Isoler une maison représente un investissement important même si cela permet des économies par la suite, illustre M. Larrourou. Avec ce système, un ménage ou une entreprise recevrait un chèque correspondant à la moitié de la somme; l'autre moitié pouvant être financée par un prêt à taux zéro obtenu auprès d'une banque qui se sera elle-même financée sur l'enveloppe nationale venant de la banque du climat.

Ce fonds pourrait également financer un "plan Marshall" pour l'Afrique et la Méditerranée afin de soutenir l'adaptation climatique et le développement économique de ces pays, ce qui contribuerait à freiner la tentation migratoire.

Il serait alimenté par un prélèvement sur les bénéfices avant impôts des grandes entreprises; une contribution qui varierait en fonction de leurs efforts pour améliorer leur bilan carbone. Les PME et les artisans ne seraient pas concernés. Les dividendes versés aux actionnaires ont atteint des records en 2018, argumente-t-il, "leur demander 3 ou 4% ne va pas les tuer". Il s'agit aussi d'une question de "justice fiscale", alors qu'un tiers des ménages sont dans le rouge tous les mois et n'ont aucune épargne. Dans ce contexte, une taxe carbone ne doit venir qu'en seconde ligne et cibler d'abord "les gens qui ne veulent pas changer".

3 Quelles chances cela a-t-il d'aboutir?

Tout cela est réalisable en quelques mois, affirme Pierre

Larrouturou, rappelant qu'après la chute du mur de Berlin, il n'a fallu que six mois pour créer une Banque européenne pour la reconstruction et le développement afin d'éviter un effondrement des pays de l'Est.

En outre, la préoccupation climatique est en train de monter parmi les citoyens et la jeunesse dans tous les pays européens. *"La Belgique est un bel exemple"*, appuie-t-il. Ce projet, estime l'économiste, peut aussi bien rassembler la droite que la gauche. Lors de sa présentation à Paris il a reçu le soutien de personnalités d'horizons opposés: Alain Juppé, Laurence Parisot (ex-patronne des patrons français), Pascal Lamy (ex-directeur de l'OMC), de Rudy De Lccuw qui préside la Confédération syndicale européenne, des représentants de mouvements altermondialistes...

En France, près de 60% des députés macronistes s'y sont ralliés. Et en Belgique, une proposition de résolution déposée par la députée CDH Vanessa Matz appelant Charles Michel à défendre ce pacte au niveau européen doit être débattue au Parlement fédéral ce jeudi. *"Nos propositions ne sont pas la panacée, il faudra d'autres outils. Et le texte proposé peut évidemment être amélioré, c'est pourquoi nous le soumettons au débat public. Il fera notamment l'objet d'une journée de discussions à Bruxelles."* Histoire de mettre la pression sur les chefs d'État et de gouvernement européens pour que ceux-ci s'en emparent, alors que le climat et l'UE sont à la croisée des chemins.